

**L'électorat du Front National:
permanences et nouveautés**

Pascal PERRINEAU

Fondation National des Sciences Politiques

Working Paper n.120
Barcelona 1996

Mon analyse du Front se fonde sur l'étude de l'expression électorale de l'extrême droite en France et en Europe depuis plus de dix ans. Si, aujourd'hui, l'extrême droite française se limitait à l'existence de quelques micropartis et à des résultats électoraux oscillant entre 1 et 2% des suffrages exprimés, on n'en parlerait pas. On en parle parce qu'il y a, depuis des années, des millions d'électeurs qui se retrouvent régulièrement derrière les candidats du Front national. Dans cette réussite durable de l'extrême-droite il y a une forte spécificité française. En effet, ce phénomène n'existe dans aucun pays d'Europe et du monde occidental, à un tel niveau et depuis si longtemps. Même en Autriche, le succès de l'extrême droite est beaucoup plus récent.

Par ailleurs, dans la lutte contre l'extrême droite, on s'est contenté pendant des années de stéréotypes ou de manipulations qui nous évitaient de réfléchir. Or, on ne combat bien que ce que l'on comprend bien et ce qui concerne le Front national, on a beaucoup, comme le dit Pierre-André Taguieff, "diabolisé"; ces discours rassuraient ceux qui les tenaient et n'étaient pas entendus par ceux auxquels ils étaient destinés, à savoir ceux qui sont sous la séduction lepéniste. En "diabolisant" le Front national, on se rassurait soi-même et on ne luttait pas efficacement contre le phénomène.

Au plan national, je présenterai ce que l'on sait de l'électorat du Front national et de son récent retour qui a surpris lors de la dernière élection présidentielle de 1995. La campagne avait commencé avec un Jean-Marie Le Pen fatigué, ayant connu sa grande période à la fin des années quatre-vingt et au début des années quatre-vingt-dix mais qui n'était plus au centre du jeu politique. On disait que l'insécurité et l'immigration, qui avaient été les deux enjeux autour desquels s'était articulé dans une première période le vote Front national, n'étaient plus au coeur de la campagne et c'était vrai dans la campagne telle que l'ont menée les candidats à l'élection présidentielle. C'était beaucoup moins vrai dans la tête des Français. On disait également que les mesures énergiques de Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur du gouvernement Balladur, sur le terrain de l'immigration et de l'insécurité avaient coupé l'herbes sous le pied du leader du Front national. Et depuis 1994 un contre-feu efficace, ultra-conservateur, Philippe de Villiers, était né dans le paysage de la droite française. Il est vrai que s'il n'y avait pas eu Philippe de Villiers, Jean-Marie Le Pen aurait peut-être flirté avec les 20% aux élections européennes de juin 1994 et aurait mêlé des clientèles extrêmement différentes.

En dépit de toutes ces circonstances apparemment défavorables; Jean-Marie Le Pen a battu tous ses records, 15% des suffrages exprimés et 11,5% des

électeurs inscrits, c'est-à-dire plus de 4,5 millions d'électeurs. Cela a débouché quelques semaines plus tard aux élections municipales sur le gain de trois municipalités importantes en Provence-Alpes-Côte d'Azur: Marignane, Orange et Toulon. On aurait pu estimer, après ce coup de sang, qu'une fois de plus la fièvre allait retomber. Or l'analyse en détail de toutes les élections partielles qui ont eu lieu depuis l'automne 1995 montre que le phénomène ne faiblit pas.

Dans celles-ci, le Front national est la seule force politique en croissance par rapport à 1993 et 1988, avec des situations étonnantes et neuves. Dans deux circonscriptions de Seine-et-Marne, département de la région parisienne qui mêle des caractéristiques rurales et urbaines, et qui en conséquence n'est pas une des terres d'élection du Front national, la poussée de l'extrême droite est très vive et si les partis classiques de gauche ou de droite l'ont emporté lors du second tour du 10 décembre, c'est contre un candidat du Front national entre 40 et 45%.

Ce sont là des signes préoccupants même si le mouvement social de décembre 1995, l'émotion nationale autour de la mort de François Mitterrand au début de l'année 1996, semblent reporter ce sujet au second plan. Cette tendance à la hausse et cette incrustation dans la vie politique et la société françaises posent problème, au regard des systèmes politiques comparables, les démocraties représentatives en Europe de l'Ouest. L'Allemagne a connu une poussée électorale de l'extrême droite qui ne représente plus rien aujourd'hui. La société britannique n'en connaît aucune au plan électoral. La société espagnole non plus et, pour la société autrichienne, le phénomène est plus récent. Dans la société italienne, le MSI est resté à un niveau beaucoup plus faible pendant des années et quand il a trouvé un débouché électoral, c'est dans une alliance avec la droite libérale qui, à l'occasion de cette "seconde révolution" italienne qu'a été l'implosion du système des partis traditionnels, s'est formée sur les décombres de la Démocratie Chrétienne. La Belgique connaît une percée sensible surtout dans la partie flamande. Les pays d'Europe du Nord ne connaissent pas, sauf sous forme de poussées de fièvre, une implantation l'extrême droite comme la France. Au regard de l'Europe, nous sommes donc une exception. Mais au regard également de notre histoire.

Le suffrage universel date de 1848. La France a déjà connu des avancées électorales de l'extrême droite ou du national-populisme. De temps en temps, en effet, comme le disait un des fondateurs de la science politique française, André Siegfried, au début de ce siècle, la France a enregistré des poussées de fièvre nationalistes qui venaient perturber le clivage entre la droite classique et la gauche, en explorant une hypothétique troisième voie nationaliste.

Successivement la France a connu Boulanger à la fin du XIX^e siècle, les mouvements des Ligues qui d'ailleurs n'ont jamais connu un grand succès électoral dans l'entre-deux-guerres, le mouvement poujadiste et l'entrée en politique du jeune Le Pen en 1956, l'Algérie française autour de Jean-Louis Tixier-Vignancour au début des années 60... Quand en 1984 Le Pen apparaît au premier plan de la vie politique, on n'y a vu qu'un nouveau "prurit nationaliste". Or, depuis, à toutes les élections, le Front national est présent. C'est une nouveauté au regard de l'histoire électorale française: jamais une extrême droite française n'avait réussi à s'implanter sur une telle durée et à tous les niveaux du système politique. Aujourd'hui le Front national affiche environ 1.500 conseillers municipaux et 240 conseillers régionaux.

Au-delà du seul cas du Front national, il faut prendre conscience du lot de dérèglements politiques, sociaux, idéologiques et culturels qu'il exprime. Il n'est qu'une modalité du national-populisme, qui n'est qu'une modalité de ce qu'on pourrait appeler le populisme, le populisme n'étant lui-même qu'une modalité de multiples phénomènes de régression politique auxquels on assiste dans toutes les démocraties occidentales et particulièrement en France. L'aspect préoccupant de ce symptôme est le fait qu'au fond, on s'aperçoit que pour toute une série de thèmes, aussi bien dans l'espace de la droite que dans celui de la gauche, il y a une incapacité à penser le changement de nos sociétés et leur adaptation aux flux de l'internationalisation. Devant le changement nécessaire ou inéluctable, la réaction du corps politique et social est trop souvent celle du maintien du statu quo ou la régression vers de vieilles formules stato-nationalistes. Faute d'une vigueur réformatrice qui proposerait des réponses neuves, nombre de Français se tournent vers le discours d'un "éternel hier" largement mythique qui est celui du Front national.

Alors, pour comprendre cette spécificité franco-française, il faut se poser quelques questions simples dont les réponses sont forcément plus complexes.

1) Qui sont ces électeurs? Y a-t-il une permanence sur la dernière décennie ou a-t-on affaire à un nouveau type d'électorat?

2) Où vivent-ils? Le terrain sur lequel ils vivent nous apprend beaucoup de choses sur ce qu'ils sont.

3) Qu'est-ce qui les motive?

4) Quelles sont les nouveautés de la période récente?

UN ÉLECTORAT HÉTÉROGÈNE

L'électorat de l'extrême droite ne recouvre pas toutes les caractéristiques de la droite poussées à leurs extrêmes; il est un véritable entre-deux entre la gauche et la droite. D'un point de vue sociologique, démographique, ce n'est pas du tout l'électorat de la droite extrême, il emprunte beaucoup de traits sociaux et démographiques à l'électorat de la gauche.

Première caractéristique, c'est un *électorat jeune* et non —comme le stéréotype traditionnel nous l'a fait croire- un électorat de vieux nostalgiques du régime de Vichy. Lors de la dernière élection présidentielle, 18% des 18-24 ans ont voté pour Jean-Marie Le Pen; le phénomène s'accroît d'ailleurs, car ils n'étaient que 10% en 1984. De plus en plus de jeunes votent Jean-Marie Le Pen: 18% des 18-24 ans, 18% des 25-34 ans (cf. sondages post-électorales de la SOFRES).

La seule tranche d'âge à l'abri est celle des 65 ans et plus, dans laquelle fonctionne encore le souvenir de la Seconde Guerre mondiale et des alliances compromettantes nouées par les prédécesseurs de Jean-Marie Le Pen avec Vichy et l'occupant allemand. Dans les tranches d'âge où ne fonctionnent plus ces tabous historiques, le vote Le Pen ne rencontre plus aucun interdit. Dans les entretiens semidirectifs menés avec des jeunes électeurs lepénistes, à aucun moment n'interviennent se sont complètement érodés et déstructurés dans cette jeune génération et c'était peut-être inéluctable.

Deuxième caractéristique, la poussée lepéniste est beaucoup plus forte chez les *jeunes hommes* que chez les jeunes femmes. Quelques thèmes apparaissent, articulés, chez des jeunes, qui sont souvent peu politisés, leur demande à l'offre "Jean-Marie Le Pen": d'abord chez des jeunes adolescents en pleine crise d'identité et de repères, une virilité agressive qui d'ailleurs peut faire écho à des composantes machistes de cultures locales ou régionales. C'est un thème fort: "*il en a*". L'aspect tonitruant et scandaleux du leader du Front national, loin ici de le desservir, devient un des éléments du lien qui se noue Jean-Marie Le Pen et certains jeunes électeurs.

Ensuite, la génération des adolescents d'aujourd'hui a un discours dans lequel on recense —et ce au dire de plusieurs psychanalystes qui écoutent sur le divan la parole de jeunes adolescents en difficulté-la *perte des repères*, et en particulier toute une génération de fils sans pères assumant leur fonction paternelle. Un psychanalyste comme Tony Anatrella note combien "la société actuelle est malade de l'image du père" et la fonction parentale laissée souvent

en déshérence (cf. *Interminables adolescences*, Cerf/Cujas, 1994; *Non à la société dépressive*, Flammarion, 1993). Les dégâts engendrés par ces évolutions sur toute une génération d'adolescents sont majeurs et font entendre leurs échos bien au delà de la seule scène du privé. En analysant cela à partir d'un tout autre matériel que celui de la psychanalyse, on voit que Le Pen peut apparaître et apparaît explicitement parfois comme une "autorité de substitution". Des rapports forts peuvent ainsi s'articuler entre ces jeunes électeurs et le Front national ou Jean-Marie Le Pen: on est bien loin du fascisme, du néofascisme, car ce lien ne recèle qu'un aspect politique mineur. Cet écho lepéniste chez les jeunes hommes au chômage, Jean-Marie Le Pen dépasse les 20%, dans ces couches où la déstructuration est non seulement personnelle mais aussi sociale.

Le Front national s'est évidemment posé le problème de transformer l'essai à l'égard de la jeunesse son objectif, développé avec le Front national de la Jeunesse (FNJ), consiste, à partir de l'année 1996, à orienter son action essentiellement en direction des lycéens, sachant que les jeunes sont de plus en plus déboussolés, à la recherche de repères, et que c'est là qu'il faut agir pour le renouvellement électoral. Bien sûr, une majorité de jeunes continue de trouver que le Front national est un parti dangereux, mais presque 20% des jeunes votent pour lui et cela soulève le problème de l'éducation civique, où l'échec de l'enseignement en France est patent. Nous ne savons pas parler cité, collectif, ville, politique, rapport aux autres aux autres aux enfants et aux adolescents.

Par ailleurs, il y a le problème de la culture politique et de l'érosion des tabous vis-à-vis de la Seconde Guerre mondiale que l'on évoquait plus haut. La génération qui les incarnait est en train de disparaître. La politique de la France à la fin de la IV^e et tout au début de la V^e République était animée, structurée et incarnée par des hommes dont la légitimité s'était faite dans les combats de la Seconde Guerre mondiale (Charles De Gaulle, Jacques Chaban-Delmas, François Mitterrand, Gaston Defferre...). Aujourd'hui les hommes au devant de la scène politique sont des hommes nés dans les années 40 et 50, formés dans bien d'autres combats que ceux de la dernière guerre.

Après l'âge, la deuxième caractéristique de l'électorat de Jean-Marie Le Pen est le sexe. Depuis le début et quelles que soient les générations, Jean-Marie Le Pen fait un score beaucoup plus fort chez *les hommes* que chez les femmes: à la dernière élection présidentielle, 19% des hommes français ont voté Le Pen contre 12% des femmes. On voit comment, dans l'électorat féminin, qui représente la majorité du corps électoral, les valeurs du libéralisme culturel, le "féminisme ordinaire", acquis avec les mesures prises en particulier par Simone

Veil dans les années soixante-dix et continuées sous la gauche, ont constitué une véritable culture. Cette population est par conséquent plus distante à l'égard du message du Front national, message traditionaliste de répartition des rôles entre hommes et femmes et où le machisme est patent.

Troisième caractéristique, qui évolue beaucoup dans la période récente l'électorat de Le Pen est *interclassiste*. Au début de la période, s'il plongeait ses racines dans tous les milieux sociaux, le bastion était constitué surtout d'un milieu social en pointe, celui de la petite et de la moyenne bourgeoisie indépendante, c'est-à-dire le monde du travail indépendant, du commerce et de l'artisanat, et de la PME et de la PMI. C'était l'électorat de Poujade de 1956 et de "fer de lance" de la plupart des mouvements nationalistes depuis la fin du XIX^e. On sait que le "monde de la boutique" a toujours été séduit par les forces du national-populisme, pas seulement par son contenu politique, mais surtout par l'anti-fiscalisme et l'anti-étatisme qu'il représentait. C'est au fond l'électorat d'extrême droite des années 1984-1986, c'est-à-dire une clientèle de la droite classique qui se radicalise, qui considère que le RPR et l'UDF ne savent pas se faire entendre face à une gauche gouvernante considérée comme illégitime. Certains de ces électeurs reviendront par la suite au RPR et à l'UDF dans les grandes échéances électorales.

Un deuxième âge sociologique de l'électorat, 1988-1989, voit s'opérer pour la première fois le mariage du monde de la boutique et du monde de l'atelier. Nouveauté! Jean-Marie Le Pen commence, tout en gardant l'essentiel du monde de la boutique, à faire des scores non négligeables dans les milieux populaires, ouvriers et employés.

Une troisième période a commencé en 1993, s'accroissant radicalement en 1995: la dynamique Chirac reconquiert un électorat classique de la droite, le milieu des travailleurs indépendants. De la présidentielle de 1988 à la présidentielle de 1995, Le Pen va perdre 13 points chez les commerçants et les artisans, et 12 points chez les professions libérales. une forte dynamique de Chirac, se repositionnant sur un message politique différent de celui de 1988, reconquiert une partie de cet électorat. Et si seul ce mouvement social avait été enregistré, on aurait assisté à une érosion forte de Le Pen. Mais en même temps qu'il connaissait dans ce milieu spécifique la concurrence chiraquienne forte, il enregistrait une poussée extraordinaire jamais connue pour un candidat d'extrême droite dans les milieux populaires. Par rapport à 1988 il progresse de 12 points en milieu ouvrier, de 13 points dans le milieu chômeur, ce qui l'amène à 30% des ouvriers, et 25% des chômeurs.

En 1995-1996 Le Pen peut affirmer, comme cela est écrit régulièrement dans *National Hebdo*: "nous sommes devenus le premier parti ouvrier, nous sommes le parti de la classe ouvrière". 30% en milieu ouvrier, devant Jospin, 21%, Chirac, 19%, Balladur, 9%, et Hue, candidat du parti qui a construit son identité politique sur l'image du "parti de la classe ouvrière", 8%. En milieu chômeur, premier avec 25% devant Jospin, 21%, Chirac, 17%, Balladur, 11%, Hue, 10%. Quant à Arlette Laguillier, candidate d'un trotskysme très ouvrieriste, elle ne réunit modestement que 5% des suffrages ouvriers ou chômeurs. Jamais, et c'est une grande nouveauté dans l'espace européen comme dans l'histoire électorale française, les milieux populaires n'avaient été à ce point séduits par l'extrême droite en France. Cela pose bien sûr la question de la riposte en termes différents des années 1984-1985 où il ne s'agissait pas de la même clientèle, et, aujourd'hui, aucun courant d'extrême droite en France. Cela pose bien sûr la question de la riposte en termes différents des années 1984-1985 où il ne s'agissait pas de la même clientèle, et, aujourd'hui, aucun courant d'extrême droite n'a une telle base populaire en Europe.

Cette forte popularisation est sensible à trois autres niveaux. Tout d'abord, chez les gens qui ont un niveau d'instruction supérieur, Le Pen baisse et n'attire plus en 1995 que 9% des électeurs ayant un niveau d'éducation supérieure. En revanche, il est très influent chez les Français ayant un niveau d'éducation primaire (14%), secondaire (17%) ou de caractère technique et commercial (21%). Ensuite, le leader du Front national enregistre une progression très forte dans des milieux culturels jusqu'alors étroitement associés à la gauche: +5 points de 1988 à 1995 chez les catholiques non pratiquants (où il atteint 18% en 1995) et +9 points chez les électeurs sans religion où il rassemble en 1995 14% des suffrages. L'explosion de Le Pen se fait maintenant au coeur même de l'électorat traditionnel de la gauche; en revanche dans le noyau dur de la droite, chez les catholiques pratiquants réguliers, Le Pen est en baisse (-4 points) et ne rassemble plus que 10% des suffrages. Le monde des catholiques réguliers est aujourd'hui bien plus proche du message de tolérance diffusé par la Conférence épiscopale de France que des quelques activistes de l'intégrisme catholique appartenant à l'appareil du Front national. À cet égard, l'électorat du Front national est très différent du parti dans lequel on retrouve un nombre non négligeable d'individus formés dans l'intégrisme catholique.

Enfin, dernier niveau où l'évolution de l'électorat est troublante, le niveau politique. Jean-Marie Le Pen connaît une poussée forte chez électeurs qui se définissent comme étant de gauche ou du "marais". C'est-à-dire qu'aujourd'hui on

peut à la fois se dire de gauche et voter Le Pen. La dynamique la plus récente du vote Le Pen se fait pour l'essentiel en dehors de l'espace politique de la droite. Il y a là le signe de la profonde implosion des repères qu'on est en train de vivre aujourd'hui avec un déplacement du centre de gravité idéologique de l'électorat Le Pen. Certes 53% des électeurs de Le Pen se disent de droite aujourd'hui mais n'y en a que 53%. Le reste se réclame du centre (29%) ou de la gauche (18%).

UN ÉLECTORAT DES CONCENTRATION URBAINES

Quand on cherche à répondre à la question: où vivent-ils?, on voit que la France lepéniste n'est pas une France de forte logique politique.

La carte du lepénisme, sur l'ensemble des départements français, présente des zones plus noires que d'autres, ce sont celles où le niveau de Le Pen est le plus fort.

Ce n'est pas une carte de droite, ou de gauche ou d'extrême droite. Ce n'est pas une carte de gauche: on y retrouve beaucoup de régions de droite, on n'y retrouve pas tout l'Ouest intérieur qui est pourtant un bastion de la droite. Ce n'est pas une carte de l'extrême droite, celle du mouvement Poujade en 1956 était largement inverse de celle du lepénisme des années 80 et 90. C'est donc une carte qui n'a aucune cohérence politique, au regard de l'histoire politique française.

En revanche, si elle n'obéit pas à une logique politique, l'implantation de Le Pen obéit à de très fortes logiques sociales. Cette France qui associe des régions de gauche comme le Nord-Pas de Calais ou ce qui reste de la "ceinture rouge" parisienne et des régions de droite comme l'Alsace, a un profit social extrêmement typé.

D'abord, c'est le territoire des grandes concentrations urbaines, des grandes concentrations de populations étrangères, même si le lien est plus compliqué qu'il n'y paraît entre la présence étrangère et le vote Front national. C'est également, dans une large part, la carte de la poussée de la petite et moyenne délinquance. C'est sur ce terrain, de ce que j'ai appelé naguère "les inquiétudes urbaines", que l'électorat du Front national prospère, même si maintenant on assiste à un mécanisme de contagion des peurs urbaines parfois bien au delà des noyaux urbains.

Le long des axes de migration pendulaire entre lieux de résidence “rurbains” (en banlieue lointaine en zone rurale) et lieux de travail en milieu urbain, le lepénisme électoral s’étend comme une tache d’huile. Ce phénomène de diffusion et d’étalement est très sensible au nord de Lyon et ramènent les peurs accumulées particulièrement dans la grande région parisienne, la Picardie et l’Oise, pourtant protégées au début de la période, et qui maintenant drainent les peurs accumulées particulièrement dans les trains de banlieue jusque dans des paysages et des villages paisibles dans lesquels on ne devine pas l’ombre d’un jeune délinquant. Cette contagion des peurs et des inquiétudes le long des axes de migration pendulaire lieux de travail-lieux de résidence, dessine les lignes de force de l’extension de l’électorat lepéniste.

Ce processus peut être amplifié lorsque l’inquiétude diffuse rencontre la réalité de l’émeute urbaines. La France, contrairement aux pays anglo-saxons qui étaient habitués aux émeutes urbaines, connaît maintenant ce phénomène dans certaines périphéries de grandes villes et mais aussi de certaines villes moyennes. L’écho politique de ces émeutes transforme parfois des villes ou des villes moyennes qui ne connaissaient pour ainsi dire pas le Front national en force de première importance, là où le fantasme, la peur, l’inquiétude subjective rencontrent une réalité objective. Le Havre par exemple, qui à la fin des années quatre-vingt connaissait un Front national à 7%, accorde, après un épisode de violence urbaine liée à un crime raciste, un pourcentage de 21% à la liste du Front national lors des dernières élections municipales de 1995. Même phénomène à Noisy-le-Grand, Saint-Priest, Vaulx-en-Velin, Vénissieux où le Front national maintenant oscille entre 20 et 35% dans un premier tour (la fourchette était de 12 à 19% aux municipales de 1989).

Au-delà, il faut essayer de comprendre ce qui a changé par rapport à 1988 quant au dispositif de l’implantation territoriale du Front national. Sur la carte de l’évolution du vote Le Pen de 1988 à 1995, on voit apparaître une France tout à fait spécifique.

Cette France de la poussée lepéniste des sept dernières années constitue une espèce de “banane noire” qui va de l’Alsace-Lorraine à la Haute-Normandie en passant par la Champagne-Ardenne, la Picardie et le Nord-Pas-de-Calais. Seconde zone de fort développement: la région Rhône-Alpes. En revanche, Provence-Alpes- Côte d’Azur, pour la présidentielle, est à l’abri et connaît même une érosion. Aux municipales, ce sera différent, l’enjeu corruption deviendra

décisif et le FN méditerranéen récupérera un vote-sanction vis-à-vis d'équipes municipales minées par la corruption.

Cette France est celle de la déstructuration industrielle des années soixante-dix et quatre-vingt, où la souffrance a mis du temps à trouver un écho politique. Il y a eu deux moments dans la désespérance populaire. Premier moment, les électeurs des couches populaires s'éloignent des partis dont ils se sentaient traditionnellement les plus proches, le Parti communiste ou le Parti socialiste, pour rejoindre l'abstention ou des formes protestataires variées comme, par exemple, Tapie en 1994. Deuxième moment, cet électorat de la désespérance populaire qui a tenu bon à gauche ou dans l'abstention pendant environ une décennie, est en train de passer, et parfois massivement, dans certains cantons au Front national. Cela se voit d'autant mieux lorsqu'on compare la carte de la dynamique Le Pen avec celle de l'érosion socialiste. Les cantons qui ont connu la plus forte décote de l'électorat socialiste, entre 1988 et 1995, sont souvent les cantons de la dynamique Le Pen. On assiste ainsi pour la première fois à un transfert direct d'électeurs qui étaient socialistes en 1988 et qui passent au Front national. C'est ce qui m'a permis de parler de ce que j'ai appelé le "gaucholepénisme" (cf. *Le vote de crise*, Presses de Sciences Po, 1995). La dynamique Jospin, cette étonnante performance qui amène entre les deux tours de l'élection présidentielle la gauche de 40 à 47%, s'articule assez fortement sur la dynamique Le Pen. L'électorat populaire qui avait fait la poussée de Le Pen au premier tour, fera au second tour le relatif échec de Chirac la bonne performance de Jospin, parce que ces électeurs reviennent vers le candidat de la gauche qui est considéré comme le Chirac n'est pas, dans un classique second tour gauche-droite, le candidat du "peuple".

On avait l'habitude, par paresse intellectuelle, pendant presque une décennie, de dire que la question du Front national concernait uniquement la droite avec le problème des alliances et des compromis entre FN, UDF et RPR. Mais maintenant, avec ce phénomène, si elle reste une question des alliances, elle est aussi et peut-être avant tout une question sociale posée à l'ensemble des forces politiques et particulièrement à la gauche. Face à cela, il y a deux types de stratégies: ou bien la gauche considère que ces électeurs gaucholepénistes sont des "salauds" (comme s'était laissé aller à le dire Bernard Tapie), perdus "corps et âme" et il ne lui reste qu'à tirer un trait dessus en se prêtant à toutes les diabolisations possibles et imaginables, ou bien elle considère que c'est un électorat à reconquérir sans lequel la gauche ne retrouvera que difficilement une vocation majoritaire. Il faut alors se poser le problème des moyens de la reconquête de ces électeurs, mais encore faut-il aller

leur parler, les rencontrer, comprendre leurs inquiétudes, et trouver un discours qui les arrime à des forces politiques moins contestables que le Front national et Jean-Marie Le Pen.

À cet égard, il est toujours intéressant de travailler non seulement sur les logiques des bastions mais sur les logiques des "terres de mission". Les terres de mission du Front national sont les mêmes depuis le début de la période. Ce sont les régions de la Bretagne —sauf l'effet "enfant du pays" dans le Morbihan-, de l'Ouest intérieur, de Poitou-Charentes, du Massif central, une partie de l'Aquitaine sauf la vallée qui a toujours été très sensible au national-populisme. Ce sont des régions marquées par une forte ruralité, dans lesquelles les élites politiques traditionnelles de droite et de gauche sont encore en osmose avec leur électorat. Ce sont des réseaux d'élus UDF ou RPR qui tiennent bien leur électorat, ou des élus du nouveau socialisme, de la culture de la "deuxième gauche" qui sont en phase profonde avec les sensibilités culturelles locales, ou encore un vieux réseau socialiste parfois radical de gauche, comme dans le Lot, qui continue à tenir des sociétés davantage immobiles. Ce type de profil pour le moment tient bien contre le Front national. Mais là où les appareils politiques n'ont pas réussi, à gauche comme à droite, à se renouveler, le phénomène Le Pen est en train de ramasser la mise. La crise et l'usure des systèmes politiques locaux participent à l'implantation du Front national.

Mais il faut aller encore plus avant et étudier certaines zones de bastion qui résistent encore alors que tout devrait pousser à céder. Dans les années 80, des études réalisées dans la région de Grenoble, à un niveau très fin, commune par commune, ont montré que le Front national connaissait des destins très différents en fonction de la plus ou moins grande vivacité des sociétés civiles locales. Dans les communes populaires de la banlieue de Grenoble, la gauche était bien installée au début des années 80. Elle y avait souvent fondé sa force sur l'articulation avec les mouvements de la société civile et avec le mouvement associatif. En professionnalisant et en instrumentalisant ce tissu, dans les années quatre-vingt, elle a délaissé le terrain de la présence à la base et a libéré ici et là des espaces dans lesquels le Front national s'est engouffré. En revanche, dans les quelques municipalités où des maires n'ont pas oublié l'esprit de leur réussite des années soixantes-dix et là où la gauche est restée peu ou prou une gauche de terrain, le Front national a été contenu.

On peut en déduire que, lorsque les appareils politiques sont épuisés, il faut qu'ils aillent se ressourcer dans le social, dans ce qu'on appelle la société civile. Bien sûr il ne s'agit pas de refaire de l'ancien, mais cet esprit est à retrouver. Il y

a un espace public qui a été abandonné pendant trop longtemps aux forces d'isolement, d'atomisation et de repli et que les forces politiques doivent aujourd'hui réinvestir.

LES MOTIFS DU VOTE: CHÔMAGE, IMMIGRATION, INSÉCURITÉ

La souffrance sociale est quelque chose qui ne cesse d'augmenter. Le nouvel électorat du Front national est un électorat en profonde souffrance, taraudé par l'inquiétude et l'angoisse. Comme le disait Léon Poliakov dans son analyse de "la causalité diabolique", dans les situations de crise, quelle qu'en soit la nature, économique, sociale ou historique, le réflexe consiste souvent de ne pas chercher à accéder au discours des causalités complexes de la crise et de s'en remettre au discours excluant et simpliste du "bouc émissaire". La mondialisation aujourd'hui, par exemple, est un phénomène compliqué pour quelqu'un qui n'a pas fait beaucoup d'études et qui ne suit pas l'actualité. Or, cette angoisse indente qui taraude de multiples milieux en France, est bien produite par ce phénomène quasi inéluctable de la mondialisation. Certains hommes politiques ont cherché à l'éclairer, comme Jacques Delors. Mais une grande partie de la population refuse ou ne peut pas objectivement accéder à ce type de discours et se réfugie dans ce que Poliakov appelle la causalité diabolique, c'est-à-dire que pour gérer ce niveau d'angoisse, on a besoin de trouver un groupe stigmatisé sur lequel la population expulse et décharge son angoisse. Le "bouc émissaire" varie selon les époques: francs-maçons, juifs, immigrés, Europe et eurocrates, élites... Ici, Le Pen sait bien, avec son savoir-faire, jouer sur la mise en scène, sans cesse renouvelée, de diables en tous genres: les immigrés, les eurocrates, Bruxelles, les cosmopolites, les élites... Il y a toujours un groupe désigné sur lequel on peut cristalliser son angoisse. Ajoutons à cela une identité de substitution, la nation, largement mythique, revue et corrigée, et le tour est joué, constituant une certaine manière de répondre à cette souffrance.

En quoi consistent donc les motivations avancées par les électeurs eux-mêmes pour justifier leur ralliement à Jean-Marie Le Pen? Rien que des choses bien classiques que l'on connaît depuis le début des années 80. Quand on demande aux électeurs ce qui les motive, apparaît toujours le même trio: la lutte contre le chômage, la lutte contre les inégalités sociales et la protection sociale. Chez les électeurs de Le Pen on voit apparaître une structure de motivation assez différente. Au premier plan, comme dans tous les électorats, l'emploi et la lutte contre le chômage représentent toujours l'inquiétude majeure, même pour

ces électeurs. Ensuite apparaissent deux préoccupations, l'immigration et l'insécurité, à un niveau incroyablement élevé, aussi élevé que l'environnement chez les écologistes. Environ les trois quarts des électeurs sont préoccupés par ces problèmes. Et l'on voit comment ces deux enjeux, immigration et insécurité, soit ont été laissés en déshérence, soit ont été traités, par les forces de gouvernement successives, PS, PC, UDF et RPR, souvent en termes de suivisme par rapport aux thèses de Jean-Marie Le Pen.

Le vote e Pen était au début avant tout un vote d'enjeu: des électeurs ressentent un problème d'insécurité et d'immigration en France, et demandent à ce qu'il soit pris en charge au niveau politique. Dans les années 1983-1984 la demande n'est pas prise au sérieux. Par la suite, on tente de faire du "sous-Le Pen" ou comme Le Pen. Mais le problème, comme le dit le chef du Front national, est que l'on "préfère l'original à la copie. Et ce phénomène prend parce qu'en face il n'y a aucun répondant, pas de discours cohérent sur l'insécurité et des discours assez peu cohérents sur l'immigration.

Plus troublant encore: depuis quinze ans, on mesure l'accord des Français avec les idées de Le Pen: "Est-ce que vous approuvez les idées de Le Pen, est-ce que vous êtes d'accord avec les idées de Le Pen?" Dans la période récente, l'accord augmente sur l'immigration et surtout l'insécurité, mais il augmente de manière différentielle selon les milieux sociaux. L'accord avec les prises de position de Jean-Marie Le Pen sur l'immigration baisse dans les milieux ouvrier, plus 19 points d'accord avec Le Pen.

Les forces politiques ne pourront pas éviter la réflexion sur la réponse à donner à l'insécurité pour les couches populaires plus exposées à la petite insécurité. En effet, il ne s'agit pas de grande insécurité mais de petite insécurité qui rend la vie de tous les jours invivable et sur laquelle d'ailleurs de nombreux sociologues commencent à réfléchir (cf. Sébastien Roché, *La société incivile*, Seuil, 1996). Et ce type d'insécurité objective a progressé.

Par ailleurs, l'insécurité perçue par les électeurs du Front national, est souvent ce que les sociologues de l'insécurité comme Sebastian Roché appellent l'incivilité. Ce dernier écrit par exemple: "La délinquance s'accompagne de désordres civils, ou incivilités, de plus en plus fréquents. Les gestes obscènes, insultes, menaces et dégradations qui sont le lot quotidien des grandes villes ont une résonance sociale qui n'a pas encore été assez entendue". Indépendamment des vols de mobylettes, d'autoradios, etc., se sont développés des comportements incivils: le jeune qui dans un bus va mettre ostensiblement les

pieds sur la banquette, celui qui se précipite devant une vieille dame au guichet et la bouscule, la dégradation des espaces publics... Les comportements incivils sont le signe qu'il n'y a plus de loi commune et le lien communautaire peut donner l'impression qu'il serait capable de réinstaurer le lien civil.

Mais derrière cela, deux thèmes nouveaux apparaissent dans la période récente dans toute les couches sociales mais atteignant un point d'acmé dans les couches populaires. D'une part, la thème classique des critiques de Jean-Marie Le Pen contre la classe politique et la corruption. La protestation sociale, qui nourrit le vote Le Pen, s'articule, particulièrement dans la région PACA, avec la protestation politique, et des gens qui n'ont aucune raison de protester socialement vont voter Le Pen sur le thème "sortez les pourris de gauche et de droite, ça suffit". Dans une région où l'on peut avoir l'impression que le système politique officiel est bloqué à gauche et à droite du fait des phénomènes de corruption, quelle est l'alternative politique? L'abstention ou le vote pour ceux qu'on n'a encore jamais vus à l'oeuvre. Le Pen est en érosion à la présidentielle de 1995 mais il resurgit aux municipales, là où l'enjeu corruption est visible. Le vote Front national, à ce moment-là, peut apparaître comme l'alternative.

Et puis, dernier thème plus surprenant, la poussée de l'approbation des thèmes lepénistes sur la défense des valeurs traditionnelles. Cela concerne surtout les milieux populaires. Chez les employés plus 29 points en 7 ans, chez les ouvriers plus 23 points. C'est-à-dire que, comme beaucoup de sociologues parlent à propos de l'islamo-populisme d'une "islamisation par le bas", il y a dans certains secteurs de la société française un mouvement de "retraditionalisation par le bas" qui succède à la "retraditionalisation" du discours politique par le haut que l'on a pu connaître à la charnière des années 80 et 90 non seulement au Front national mais aussi dans des mouvements "d'ordre moral" (par exemple les associations anti-avortement) et aux marges de la droite classique (avec le mouvement de Philippe De Villiers, *Combat pour les Valeurs* devenu *Mouvement pour la France*). Jean-Marie Le Pen rencontre un courant socioculturel de fond, et on est loin des seuls thèmes de l'immigration et de l'insécurité. Ces milieux sociaux, fragilisés par la crise, en perte de repères, entrent dans un mouvement de repli culturel vers du traditionnel, vers ce que Le Pen leur présente comme étant la tradition. Cela n'enlève rien à la dimension hétérophobe, raciste, xénophobe du Front national qui reste une réalité. Ces idées font du chemin dans tous les électorsats, même de gauche. L'électorat qui en est le plus éloigné est l'électorat écologiste mais il ne représente pas grand-chose. Mais au-delà de ces pulsions xénophobes, il faut bien voir comment le Front national récupère une

part de citoyens qui ne se reconnaissent pas dans les valeurs de la société permissive des années soixante-dix.

Cet électorat à la recherche de repères est en même temps porteur d'un potentiel fort de contestation et de rupture. Une grande enquête faite chaque année par la Sofres sur les tendances idéologiques des Français, leur demande de s'autodéfinir: plutôt gaulliste, plutôt socialiste, plutôt révolutionnaire... L'électorat qui se définit comme étant le plus révolutionnaire est celui d'Arlette Laguillier, et au même niveau celui de Le Pen, bien devant celui de Hue et de Jospin. Il y a une forte dimension de fronde sociale dans l'acte de voter Le Pen.

LES MÉCANISMES DE NOUVEAUTÉ

Le Pen a donc perdu un peu dans les clientèles de droite, mais se nourrit auprès de la gauche. Ce n'est pas définitif, cela peut bouger, particulièrement dans une période où la droite, une fois confrontée aux épreuves de gouvernement, connaîtra l'érosion. La faiblesse de Le Pen, c'est qu'il n'a jamais eu en même temps les deux clientèles, la désespérance populaire d'une partie du "peuple de gauche" qu'il exploite massivement, et la radicalisation de certaines couches de la "droite de toujours" qui sont revenus à Chirac. Mais où vont aller les déçus du chiraquisme? À gauche ? Mais la gauche retrouvera-t-elle une virginité politique telle qu'elle pourra capter ces déçus du chiraquisme? À droite? Quelle sera la capacité des voltigeurs de la droite classique (Alain Madelin, Philippe Séguin) à garder dans le troupeau les "brebis égarées"? L'abstention? Ou alors le vote en faveur du Front national?

Reste la capacité politique à fidéliser ces flux de déçus. La force et la faiblesse de Le Pen était que le leader du Front national savait séduire mais que derrière la séduction se profilait la violence. Violence des mots, violence des comportements. Cette phase du lepénisme personnalisé n'est pas close mais vient de connaître une évolution récente. Et cela pour plusieurs raisons. D'abord le Front national du début n'était rien en dehors de Le Pen... Aujourd'hui, ce n'est pas le parti communiste après la guerre, ce n'est pas la contre-société communiste que décrivait Annie Kriegel dans les années cinquante, mais c'est devenu un appareil non négligeable avec un corps d'élus, un appareil militant et de multiples pseudopodes autour, insérant peu à peu le parti dans le corps social.

Dans les élections locales, le Front national faisait naguère des scores sensiblement plus modestes essentiellement parce qu'il n'avait pas de relais pour

sentir les enjeux locaux. Aujourd'hui il a des élus et des militants qui font remonter les préoccupations des sociétés locales vers l'appareil et il a la capacité ici et là d'y répondre. C'est particulièrement lisible sur l'enjeu corruption en Provence et Côte d'Azur. Sur le plan des enjeux nationaux, il y a plutôt une érosion de Le Pen qui est freinée par la dynamique Chirac de reconquête du "monde de la boutique". Mais sur les enjeux locaux, qui reviennent premier plan à l'occasion d'élections municipales. avec un personnel politique susceptible de les porter et d'apparaître comme des hommes ou des femmes neufs, le Front national peut apparaître en position de force. L'enjeu corruption, par exemple, est décisif dans le Var où le score du Front national au premier tour, et sa victoire au second tour, ont pris les appareils classiques complètement à contre-pied.

Mais surtout la dernière élection présidentielle a révélé un phénomène nouveau. On pose régulièrement la question, après les élections présidentielles: "Avez-vous voté en fonction de la personnalité des candidats, en fonction de leur programme ou en fonction de leur étiquette politique" Les électeurs votent en fonction du programme pour 45% d'entre eux; en fonction de la personnalité: 26% ; en fonction de leur étiquette politique, 25%. Chez Le Pen la dimension de la personnalité était essentielle; aujourd'hui c'est l'électorat qui vote le moins, avec celui de Robert Hue, pour la dimension de la personnalité, mais le plus pour le programme. Ce que l'on met derrière le programme, bien sûr, est bien sûr assez flou, mais on voit bien comment au lepénisme très personnalisé des années 80 est en train peu à peu de se substituer ce que l'on ne peut plus appeler simplement un lepénisme mais une véritable séduction pour des éléments de programme du Front national. On mesure ainsi, après en avoir recensé les effets positifs, les effets pervers des alternances extrêmement précipitées que la France a connues à rythme accéléré depuis quinze ans: changements de 1981, de 1986, de 1988, de 1993 et de 1995.

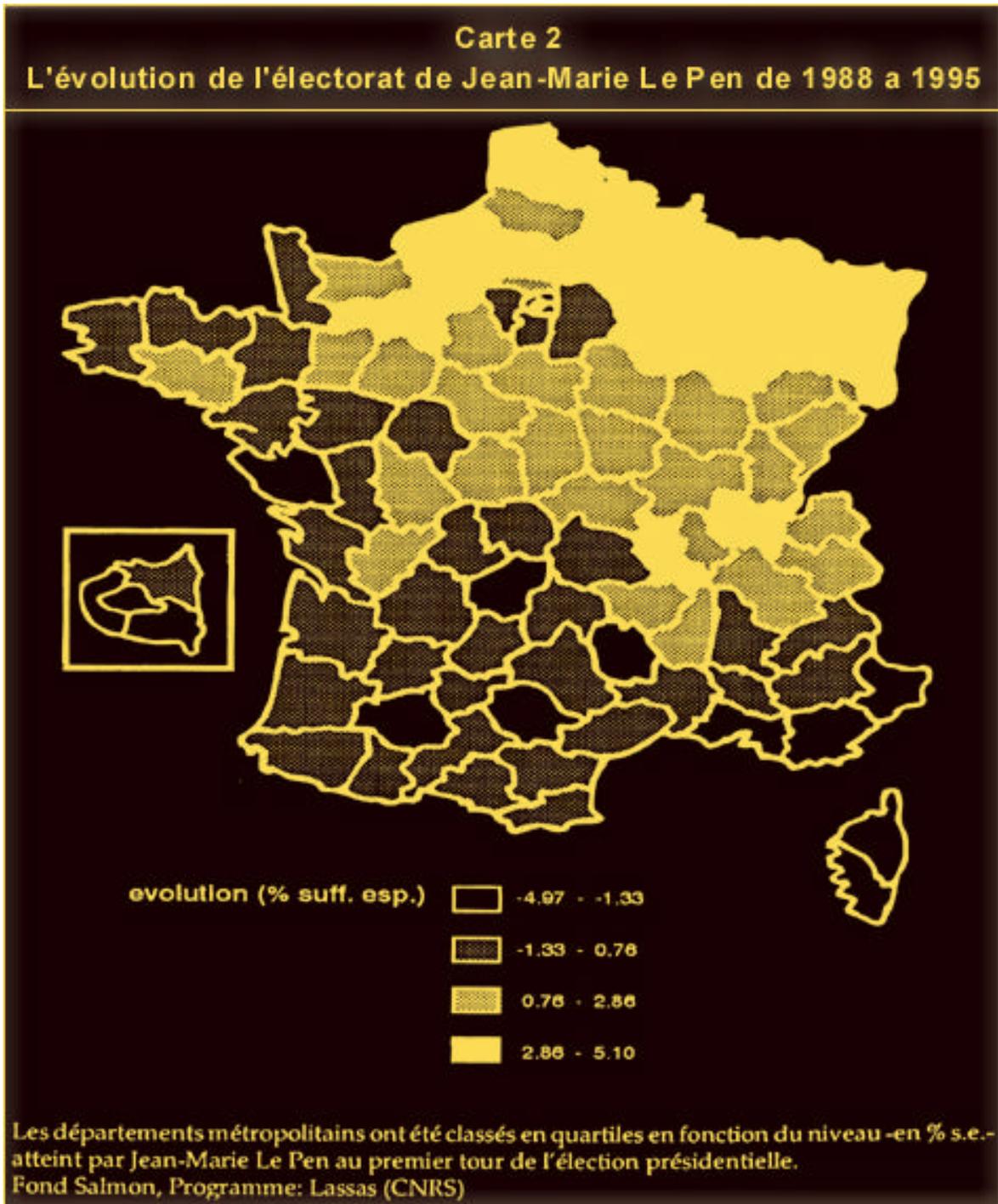
Ces alternances, qui sont importantes pour l'implantation de la culture démocratique en France, ont des effets pervers évidents, c'est-à-dire que les gens, au cours de leur vie électorale, ont l'impression d'avoir tout éprouvé: la gauche, version dure du premier septennat, version plus douce avec Balladur. Nombre d'électeurs ont l'impression d'avoir tout essayé. Le Front national peut alors apparaître comme une "troisième voie", qui n'a pas été essayée. Et ce thème de la troisième voie, avec leur intuition politique les élites du Front national l'ont bien comprise. Cela entraîne à l'intérieur de l'appareil un vrai débat mais la jeune génération -autour de Samuel Maréchal, dirigeant du FNJ- a bien compris qu'il fallait répondre à cette nouvelle base et à ces nouvelles demandes, c'est-à-dire sortir de l'extrême droite, articuler un message "ni droite ni gauche", et poser

autrement la question sociale. Et dans le vieil appareil, le débat est lancé avec ceux pour lesquels l'appartenance à la droite extrême est un credo. La réponse dépendra, d'une part, de la capacité de la gauche et de la droite républicaine à reconquérir cet électorat populaire, d'autre part, de la capacité de l'appareil du Front national à tenir les deux bouts de la "chaîne électorale": le monde de la boutique, radicalisé à droite et le monde de l'atelier, vecteur d'une protestation de gauche déçue.

Dans ce dispositif, quelle est la force de l'idée nationale? Nous sommes à une période où tout un système d'identités qui donnait du sens au combat politique est en train de disparaître. D'abord les identités sociales. Le conflit gauche-droite s'enracinait dans un clivage de classe entre prolétariat et bourgeoisie. Cette conscience de classe disparaît.

Les identités territoriales et culturelles s'obscurcissent. Les identités familiales et la transmission familiale se sont profondément recomposées: l'éclatement de la famille élargie, l'instabilité du lien matrimonial, le développement des familles monoparentales, le déficit ou la difficulté à transmettre des valeurs en témoignent. Une spécialiste de la socialisation politique, c'est-à-dire de la transmission des valeurs et des attitudes politiques d'une génération à l'autre, Annick Percheron, montrait comment dans les années quatre-vingt les parents transmettent de plus en plus des questions et des incertitudes, de moins en moins des réponses. On pourrait ne pas s'alarmer si d'autres identités, transversales, générationnelles, féminines, ou bien supra-nationales, mondialistes, se mettaient en place pour redonner du sens au combat politique. Mais on voit bien que pour le moment cela n'est pas le cas. Comme le disait Gramsci, la crise c'est quand le vieux meurt et que le neuf hésite à naître. Au milieu du gué qu'est-ce qu'on fait? Certains regardent vers l'avenir et cherchent à penser l'avenir; d'autres se tournent vers la rive qu'ils viennent de quitter, en l'idéalisant d'ailleurs, c'est le mythe de l'âge d'or: le fantasme du retour de la lutte des classes à gauche, et le fantasme de l'identité nationale à droite. Et dans ce trouble Le Pen a réussi à réactiver cette identité nationale comme identité de substitution à l'ombre de laquelle on peut d'une certaine manière se reposer et trouver du sens.

Carte 1



Carte 2

